



Bonne rentrée, pour des luttes victorieuses. N'acceptons aucun recul sur nos retraites !

Suite aux concertations sur les retraites, le gouvernement fait un tour de passe-passe en excluant un relèvement de l'âge légal de départ mais en allongeant la durée de cotisation d'un trimestre tous les trois ans à partir de 2020, pour atteindre 43 ans en 2035. Si la CGT refuse tout report de l'âge légal de départ, l'allongement de la durée de cotisation n'est pas plus acceptable car diminuant le niveau des retraites. **Les cotisations des entreprises et des salarié-e-s seront augmentées jusqu'à 0,3 point sur quatre ans: 0,15 en 2014 ; 0,05 en 2015; 2016 et 2017.** Cette mesure (avec baisse de la contribution patronale aux allocations familiales à partir de l'année prochaine) pèsera sur le pouvoir d'achat des salarié-e-s et retraité-e-s. De plus, les majorations pour les retraité-es parents de trois enfants seront soumises à l'impôt.

Un compte financé à partir de 2016 par les entreprises en fonction de la pénibilité permettra aux salarié-e-s avec des métiers pénibles de partir plus tôt, de bénéficier de temps partiels, de se reconvertir. C'est un moyen d'en finir avec les retraites anticipées actuelles pour un système plus aléatoire, ou remettant en cause le départ anticipé en privilégiant la reconversion. **C'est une introduction d'un système par points, dont la valeur pourrait être modulable au grè des « crises ».**

Le gouvernement veut diviser public et privé en s'appuyant sur le déficit de l'Etat. Il cherche plus de 7 milliards d'€ pour combler le régime général (privé),

mais ne rappelle pas son adhésion au diktat de la commission européenne de ramener les déficits publics en dessous de 3% du PIB sous deux ans. **Au titre de la compétitivité, 20 milliards sont versés au patronat.** En 2009, 360 milliards d'€ d'argent public ont été mobilisés pour secourir les marchés financiers responsables de la crise. **Environ 30 milliards d'€ d'exonérations de cotisations patronales sont octroyées chaque année.** Par faute des réductions d'effectifs et de moyens dans notre administration, les contrôles sont de moins en moins exhaustifs, le recouvrement de plus en plus difficile, plus d'une centaine de milliards d'€ issus de la fraude fiscale non détectée ou non recouvrée manque aux budgets publics. **Ce n'est pas de la responsabilité des salarié-e-s mais des politiques au bénéfice**

du patronat et de la finance.

Faisons contribuer tous les revenus. Prenons des dispositions efficaces pour développer et sécuriser l'emploi notamment pour les plus de 50 ans et les moins de 30 ans. Réduisons, par le haut, les inégalités femmes-hommes. Augmentons les cotisations patronales (avec d'éventuelles modulations en fonction des politiques d'emplois et salariales) et supprimons leurs exonérations. Augmentons les salaires et développons la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux. Seul le rapport de force permettra de faire avancer nos revendications.

La journée interprofessionnelle d'actions et de grèves du 10 septembre est une étape importante pour la convergence la plus large des luttes pour nos emplois, nos salaires et nos retraites !



Pas de trêve pour la mobilisation !

Missions en berne, contribuables mécontent-es, agent-es stressé-es, sont le résultat de la réduction d'effectifs, de l'augmentation des charges de travail, de la pression statistique.

Dans ce cadre, l'administration continue son travail de sape avec la démarche stratégique qui formalise les restructurations. **Lors de comité local de suppressions d'emplois les agents ont interpellé le directeur, face à l'absence de réponse satisfaisante, ils ont engagé des actions sur leurs sites.**

Les agent-es du SIE Buttes Chaumont 19ème ont été reçu-es par M. Parini pour remettre leur pétition et exiger des emplois, suivi d'une lettre ouverte au directeur général, car les manques d'effectifs restent entiers.

Dans le 17ème, 80 agent-es se sont rassemblé-es au pied de leur site, neutralisant l'accueil et contraignant la direction à deux réunions, des mesures temporaires pour l'enregistrement, 4 jours d'autorisations d'absences et des arrivées de personnels. Mais des emplois restent vacants.

Des pétitions ont émergé dans le 16ème pour les relations publiques (solution renvoyée à cette rentrée de septembre), dans le 18ème sur l'accueil, dans les SIE du 20ème. Ces derniers ont été reçus par le directeur du pôle Nord-Est. Son message: il n'a pas les emplois demandés, les suppressions de postes continuent, il ne peut que transférer des tâches vers les PCE (ces derniers apprécieront) et sera compréhensif sur les objectifs.

La Direction parisienne redéfinit les process, transfère des tâches, détache avec ou sans l'accord de l'agent, jongle avec les renforts, remet en cause les doctrines d'emplois.

Les agents ont raison de ne pas courber l'échine et tout ce qui est obtenu est bon à prendre.

Ces actions doivent se généraliser pour prendre tout leur sens dans une mobilisation des agents parisiens dans le cadre d'une grève nationale DGFIP...et au delà !

Plus de vacances sur Paris !

Comment gère-t-on les ressources humaines avec ce modèle ?

Vous sélectionnez le fichier "personnel" et vous le faites glisser vers la corbeille



Les orientations affichées par le Directeur Général ont pour seul but de décliner au sein de notre administration la politique de diminution de la dépense publique. Cela se traduit par de nouvelles baisses d'effectifs, l'abandon de structures et de missions mais aussi, de manière conséquente, par la remise en cause des garanties des personnels.

L'ambition la plus cohérente devrait donner des moyens supplémentaires à l'administration fiscale afin de participer au rétablissement des finances publiques par une véritable offensive contre la fraude fiscale accompagnée d'un renforcement de l'action en recouvrement.

Or, entre 2008 et 2012, la fraude fiscale a augmenté de 25 %, alors que sur la même période, les effectifs de la DGFIP ont été

réduits de plus de 10 %. A la DRFiP Paris, 527 emplois ont été supprimés depuis 2010 (120 en 2013). Et ce n'est pas fini puisque les annonces pour **2014 prévoient 2 654 suppressions d'emplois pour notre ministère,** accélérant ainsi une dégradation déjà largement entamée de nos conditions de travail.

Cette situation est aggravée par l'importance des vacances d'emplois. En effet, à la suite des CAPL d'affectations au **1er septembre 2013 à Paris,** nous déplorons les vacances suivantes :

	Cadres C	Cadres B	Cadres A
Filière fiscale	- 72	- 84	- 14
Filière gestion Publique	+ 17	- 49	- 5
Total	- 55	- 133	-19

A ces chiffres, il faut ajouter le temps partiel non compensé qui correspond à plusieurs dizaines d'emplois.

De ce fait, la direction procède à des détachements de collègues (plus de 100 pour la seule catégorie A) au détriment des règles de gestion, et notamment celle de l'ancienneté, seules garantes d'équité pour chaque agent.

Les élu-e-s de la CGT n'ont de cesse de dénoncer la situation catastrophique des emplois et son cortège de conséquences pour les agents, les services et les missions.

LISTE DE LA COMMISSION EXECUTIVE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES PARIS

SITE	NOM	PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE
1er	MAGLIOCCO	JEAN-FRANÇOIS	BDV	01 44 86 99 90
	MARTINE	CATHERINE	BDV	01 44 86 99 66
	SELVA	PHILIPPE	BDV	01 44 86 99 69
	VERDIER	JOSIANE	BDV	01 44 86 88 49
2ème BANQUE	DHAUSSY	ANGELIQUE	SIE	
	GUEURET	FRÉDÉRIC	Enregistrement	01 49 26 48 07
	GUYARD	FLORENCE	PCE	01 49 26 24 54
	LASCAUD	MARIE-JOSÉ	SIE	01 49 26 24 34
	OREA	RAMITE	Direction	01 49 26 23 89
	ROLLIN	MARIE	SIE	01 49 26 21 86
	SALDUCCI	ANNE	Direction	01 49 26 21 80
	YOUHANNA	JEAN-LUC	Direction	01 49 26 21 72
2ème RÉAUMUR	GOISMIER	SYLVIAN	RH	01 55 80 86 85
	EPOH-ADYAN	JOSE-FRANCIS	SPL	01 55 80 89 61
2ème NOTRE DAME DES VICTOIRES	ALEXIS	ANDRE	BIL	01 44 50 78 86
	HADDAD	MAZEN	Dépense de l'Etat	01 44 50 49 85
	LANGLOIS	STEPHANE		
	LEGROS	OLIVIER	Dépense de l'Etat	01 44 50 47 63
	MAZOUZI	JAMEL	BIL	01 44 50 79 40
	PÉRÉSINI	FRANÇOISE	Liaison Rémunérations	01 44 50 47 31
	RONFLÉ	BRUNO	Dépense de l'Etat	01 44 50 22 33
3ème/4ème	GUILLOT	PASCALE	PCE	01 58 28 12 31
	MAGLIOCCO	STEPHAN	SIP	01 44 59 59 65
	TAN	DARA	SERCO	
	TOMASINI	BEATRICE	CSP	01 44 59 59 56
5ème	BENDOLEBA	BIBIANE	SIE	01 44 08 59 28
	JAMALEDDINE	KHALED	SERCO	01 44 08 59 07
6ème/7ème	DORMEUIL	BETTY	DIRECTION	
	GREZE-DAVIET	CORINNE	BCR	01 40 46 66 64
	LAPLAGNE	DIDIER	BCR	01 40 46 66 87
8ème	DAUGA	ALAIN	Missions supports	01 56 35 90 07
	EGALIS	FABRICE	PCE	01 56 35 91 09
	FREDJ	MARTINE	Direction	01 56 35 94 87
9ème	ALAOUI	SAPHIA	SIE	01 53 21 78 92
	BALEMBOIS	ANTOINE	SIE	01 53 21 78 04
	BATTIN	NATHALIE	ENREGISTREMENT	06 02 22 90 95
	INGADASSAMY	MICHAEL	SIP	
	HALIT	FADILA	SIE	
	PIET	ANNE-MARIE	EDRA	
10ème	POUVEROUX	MARIE-CHRISTINE	PCE	01 53 21 76 12
	CONSTANT	FREDERIC	SIP	01 48 01 52 36
	MENCE	GÉRARD	SIE	01 48 01 53 48
	RICOLLEAU	IVAN	SIE	01 48 01 53 88
11ème	TRICOT	STÉPHANE	SERCO	01 48 01 53 05
	BLOT	JEAN	PCE	01 44 64 45 83
	BRIGO	SYLVIE	PCE	01 44 64 45 31
	CRASTE	PHILIPPE	SIE	01 49 23 66 07
	MICHON	CHRISTOPHE	SIE	01 44 64 46 66
	MILLE	JOSEPHA	SIP	01 44 64 66 27
	ROUX	JEAN LUC	SIE	01 49 23 65 13
	VOGLER	LAURENT	SIE	01 44 64 42 12
WARRIN	SOPHIE	SIP	01 44 64 45 29	

SITE	NOM	PRENOM	STRUCTURE	TELEPHONE
12ème	BEAUMEL	ERIC	PCE	01 44 74 25 64
	VEYLET	LAURENT	PCE	01 44 74 26 08
13ème Tolbiac	JARRY	CORINNE	SIE	01 80 98 53 76
	LEBLANC	CECILE	EDRA	
14ème	IMBERT	DENISE	PCE	01 40 52 51 64
	LEBON	XAVIER	SIP	01 40 52 50 16
15ème BEURET	ALIF	CATHERINE	PCE	01 44 19 67 42
	MARC	SARAH	SIP	01 44 19 67 29
16ème SAND	MICHALCZENIA	ALINE	EDRA	
17ème REIMS	DEVEAUX	DOROTHEE	SIE	01 40 50 24 94
17ème ST PETERSBOURG	COLLIOT	FRANCOISE	IFPP	01 44 90 19 72
18ème BOUCRY	FAUVET	CAROLE	PCE	01 44 72 27 57
	GROISNE	SEBASTIEN	SIE	01 44 72 27 03
	FERIAU	LUDOVIC	SIP	01 44 72 19 34
	LEROY	LAETITIA	PCE	01 44 72 27 39
	PUCHEU	EMILIE	PCE	
18ème Gdes CARRIERES	LEONOFF	SANDRINE	ENREGISTREMENT	01 40 25 14 76
19ème	DJIAB	NADIA	BCR	01 80 96 00 89
	HANRY	EMMANUEL	BDV	01 49 23 19 54
	MOREAU	DOMINIQUE	FI	01 40 03 46 66
	VERDIER	ARNAUD	EDRA	
	RISACHER	CHLOE	BDV	
	VIRANAICKEN	AUDREY	BDV	01 49 23 19 08
20ème PAGANINI	AGOU	CORINE	SIP	01 44 64 51 32
	BEAL	GISELE	FOR PRO	01 53 27 41 14
	BERTONE	REMY	SIE	01 53 27 46 21
	CALVET	BRIGITTE	Relations Publiques	01 44 64 52 30
	CLAUDE	PHILIPPE	FI	01 44 64 51 19
	DANTIN-CARRERE	MARC	Brigade FI	01 53 27 46 68
	GEORGELIN	LUCIE	PELP	01 53 27 43 87
	GOUYEN	PHILIPPE	BDV	01 53 27 47 18
	HENRICH	SERGE	Topographie	01 53 27 42 72
	JAMBON	DENIS	BCR	01 49 23 65 49
	LAGEARD	CHANTAL	SIP	01 53 27 46 18
	NAHON	REMI	SIP	01 53 27 46 00
	PANTALACCI	FRANÇOIS	FI	01 53 27 41 11
	SOMPHOU	MARIE	SIP	01 44 86 87 49
TOURILLON	JUDITH	PELP	01 53 27 43 89	
20ème BELLEVILLE	ABEILLON	MARIE-CHRISTINE	TP 2EME DIVISION	
MONTREUIL ESI	TRIDOT	ANGELIQUE	SLR	01 49 20 55 96
MONTREUIL CDIF	CORET	VANESSA	CDIF	
Bureau Nal CGT Finances Pub	DE COSTER	FANNY	SUIVI ENFIP	06 32 08 28 56
	PAHAUT	MARTINE		
Union Locale 17ème	LE MEUR	GILLES		
Union Locale 20ème	KERMOAL	CHRISTINE		
Retraités	ARZANO	ROLAND		
	BARRE	SIMONE		
	BASLE	MIREILLE		
	BUISSON	JACQUELINE		
	CHEUTON	DANIELE		
	DANTIN	GERMAINE		
	LAMON	ELIANE		
	NAUD	PATRICIA		
	RIGAUD	PAUL		

Retrouvez nos compte-rendus de CTL, CAPL, CHS-CT et toute l'actualité syndicale sur le www.cgtdgfp75.org